

découvrir le Coup du Dramond : les accusations sont levées sur le ministère qui est mal défendu par Tarte ; le parti rouge proteste contre l'action du ministre et la zizanie se met dans les rangs.

Après la chute de Mercier dans des circonstances absolument semblables, la conduite de l'honorable Premier Ministre est toute tracée et il n'a pas à hésiter s'il tient à conserver l'union dans le parti.

En classant Tarte, il rallierai immédiatement tous les mécontents autour de lui, et le prestige immense qu'il vient d'obtenir en Angleterre et en France sera encore rehaussé par la reconnaissance des vrais travailleurs du parti rouge qui ne veulent plus de castors à leur tête.

Croyez-nous, M. Laurier, mettez Tarte à la porte.

Mettez-le à la porte gentiment, bien qu'il ne mérite pas d'égards, mais mettez-le à la porte.

VIEUX ROUGE.

EN AVANT !

L'acte le plus important du gouvernement de M. Marchand, celui qui laissera des traces profondes et dont les effets se perpétueront dans la Province, c'est la réforme de notre système suranné de l'instruction publique, réforme désirée depuis longtemps et formellement promise par notre premier ministre.

Nous savons fort bien qu'une réforme de cette nature et de cette importance ne peut s'effectuer on bloe et très rapidement sous peine de faire une mauvaise besogne et d'aggraver la situation plutôt que d'y porter remède ; mais s'il faut procéder avec une sage lenteur, il faut du moins procéder et ne pas s'en tenir aux promesses non suivies d'exécution.

La rentrée des classes est proche ; voilà une occasion superbe pour appliquer l'une quelconque des réformes partielles les plus élémentaires qui s'imposent, soit dans le régime pédagogiques soit dans le régime administratif.

Nous ne doutons nullement de la bonne volonté du gouvernement, mais nous craignons qu'il ne se laisse leurrer par les rétrogrades, les partisans du *statu quo* qui n'osent pas se révolter ouvertement contre le projet de réforme, mais qui lui opposent une force d'inertie capable de neutraliser ou de geler l'enthousiasme des réformateurs, ce qui remettrait à des époques très lointaines la mise en vigueur du nouveau projet.

Il faut donc que le gouvernement affirme, par un acte quelconque, sa volonté et sa force ; il faut qu'il nous donne un gage en même temps qu'une satisfaction. Nous y tenons beaucoup, parce que le plus petit acte d'autorité dans ce sens aura une signification considérable, ce sera une prise, de possession, une preuve de bon vouloir, une affirmation de puissance.

Dès qu'un acte semblable aura été accompli, les adversaires de la réforme seront obligés de démasquer leurs batteries, car ils ne pourront plus espérer endormir les progressistes par de vaines paroles et des promesses menteuses de concessions mutuelles. Pour le moment, nous ne signalerons pas particulièrement sur quoi devrait porter le petit changement désiré ; mais si le gouvernement se trouvait le moins du monde embarrassé à cet égard, nous nous ferions un plaisir et un devoir de lui suggérer de faciles réformes qui peuvent être faites d'un coup de plume. Si nous restons muets sur ce point aujourd'hui, c'est uniquement pour ne pas enlever à nos amis au pouvoir le mérite de l'initiative en cette circonstance.